

Le bio cherche sa voie en Roumanie

Description

L'agriculture roumaine possède l'un des plus gros potentiels d'Europe. En plein développement depuis quelques années, elle se trouve aujourd'hui confrontée à des choix. Le développement de l'agriculture bio est un défi. Les pouvoirs publics en ont bien conscience, mais tardent à appliquer une politique claire dans ce sens.

Aurel Petrus est mis à l'agriculture biologique il y a déjà huit ans. A l'époque, presque personne en Roumanie n'avait entendu parler de cette façon de cultiver et son pari annonçait tristes risques. Pourtant, ce paysan d'une quarantaine d'années n'a pas changé d'avis: *«J'y crois depuis le début et c'est pour ça que je le fais»*, dit-il. Les cheveux grisonnants, l'allure simple et l'air bonhomme, il explique avec passion son parcours et détaille avec précision ses projets futurs. Il a commencé par investir plus d'un million d'euros dans la mise aux normes et l'acquisition *«de trois silos, d'un laboratoire et d'une balance électronique»*. Aujourd'hui, il cultive 1.200 hectares et sa ferme est l'une des plus grosses exploitations écologiques du pays. Il produit entre 2.500 et 3.000 tonnes de céréales (blé, maïs, orge, tournesol, soja?) par an, dont une bonne partie est exportée vers l'Union européenne. Il projette par ailleurs de faire certifier son huile de tournesol produite, déjà, conformément aux normes biologiques – pour la vendre sur les marchés environnants. Et il ne regrette pas ses choix. *«Oui, c'est rentable»*, lâche-t-il, heureux de pouvoir raconter son histoire qui, dans son propre pays, intéresse peu de monde.



Dans la commune de Stefan Cel Mare, située à une centaine de kilomètres de Bucarest, Aurel Petrus fait la fierté du maire, Nicolae Pandea. Lui aussi est un «accro» du bio et l'objectif de son mandat est de convertir tous les habitants à l'agriculture propre. *«On organise des heures de formation destinées aux paysans, pour leur faire comprendre que les produits chimiques qu'ils mettent dans leur jardin ne sont pas indispensables»*. Car, en dehors de l'exploitation d'Aurel Petrus et de deux ou trois autres grosses fermes, la majorité des 3.500 habitants de la commune pratique une agriculture de subsistance. *«Même dans leur potager, ils mettent de l'engrais chimique»*, affirme le maire, qui ajoute fièrement: *«Je fais ça parce que je veux que les gens mangent sainement et aujourd'hui je peux dire que beaucoup se sont mis au bio!»*.

Absence de marchés

L'exemple de ce village est sans doute unique en Roumanie et manger bio est loin d'être simple dans ce pays. Sur les marchés, rares sont les paysans qui peuvent se vanter de vendre des fruits et légumes 100% bio. Dans les grandes surfaces, il est encore plus difficile d'acheter des produits écologiques. *«Il n'existe pas d'étiquettes correspondantes. Le règlement européen sur l'inscription des produits bio n'est pas appliqué chez nous, mais il va être mis en place très bientôt»*

Â», explique Alexandru Vlad, le vice-prÃ©sident de lâ??Association des grandes surfaces de Roumanie. Â«*Le problÃ©me est que nous nâ??avons pas de culture des aliments bio. Ce genre de marchandises sâ??adresse Ã un public plus Ã©duquÃ©, qui a conscience de ce quâ??il mange. Mais nous sommes probablement encore un pays trop pauvre pour que les produits bio soient un phÃ©nomÃ©ne de masse*Â», ajoute-t-il. Et il est vrai que les aliments issus de lâ??agriculture Ã©cologique sont particuliÃ©rement chers en Roumanie. Â«*Les rÃ©coltes bio produites dans le pays sont exportÃ©es Ã hauteur de 80 Ã 90%*Â», note Marian Cioceanu, prÃ©sident de lâ??association Bio-Romania. Dâ??aprÃ©s lui, les prix des produits bio que lâ??on trouve en magasin sont particuliÃ©rement Ã©levÃ©s, car Â«*tout est importÃ© de pays comme lâ??Allemagne, lâ??Italie ou lâ??Autriche. Du coup, les prix pratiquÃ©s en Roumanie sont trÃ©s souvent plus Ã©levÃ©s quâ??en Occident*Â». Le bio Ã©tant considÃ©rÃ© comme un marchÃ© de niche par les distributeurs, aucun effort nâ??est fait pour promouvoir les agriculteurs locaux. Aurel Petrus confirme en sâ??Ã©tonnant: Â«*Il nâ??y a pas de marchÃ© car nos produits ne sont pas promus et les gens ne connaissent mÃªme pas lâ??existence des aliments bio. Il faudrait une politique nationale!*Â».

Un potentiel important

En Roumanie, moins de 2% de la surface agricole totale du pays est enregistrÃ© comme remplissant les critÃ©res de lâ??agriculture biologique. Cela reprÃ©sente environ 200.000 hectares sur un total de 14,2 millions dâ??hectares de terres arables. Câ??est peu par rapport Ã des pays comme lâ??Italie ou lâ??Autriche oÃ¹, respectivement 8 et 10% de la surface cultivable sont utilisÃ©s pour des cultures Ã©cologiques. Pourtant, la Roumanie semble avoir un potentiel particuliÃ©rement Ã©levÃ© pour ce genre dâ??agriculture. Parole de paysan! Â«*Plus de 80% de nos terres peuvent Ãªtre utilisÃ©es pour lâ??agriculture bio, et je le dis en connaissance de cause*Â», affirme Aurel Petrus. Â«< i> Sous le rÃ©gime de Ceausescu, les Ã©conomies Ã©taient telles que lâ??on utilisait le moins possible de pesticides et dâ??engrais chimiques qui coÃ©taient cher. Nos terres nâ??ont pas Ã©tÃ© autant traitÃ©es que celles des pays occidentaux et, aprÃ©s la rÃ©volution de 1989, une grande partie des terrains arables de Roumanie nâ??ont pas Ã©tÃ© cultivÃ©sÂ», explique Marian Cioceanu. De plus, le nombre Ã©levÃ© de petits producteurs, qui constitue un handicap pour le dÃ©veloppement de lâ??agriculture traditionnelle, pourrait Ãªtre un avantage consÃ©quent pour le dÃ©veloppement de certaines cultures Ã©cologiques. Dans le domaine des produits laitiers ou celui des fruits et lÃ©gumes, les petites surfaces ne reprÃ©sentent pas un problÃ©me. Â«*Le passage Ã lâ??agriculture bio ne demande pas de gros investissements et puis câ??est une activitÃ© que lâ??on peut faire Ã mi-temps*Â», ajoute le prÃ©sident de Bio-Romania.

Des objectifs ambitieux

Si le dÃ©veloppement de lâ??agriculture biologique en Roumanie a du mal Ã dÃ©coller, câ??est en grande partie Ã cause de lâ??arrivÃ©e tardive des aides financiÃ©res. Depuis 2008 seulement, les agriculteurs qui souhaitent passer au bio reÃ§oivent des subventions de la part du ministÃ©re de lâ??Agriculture, mais seulement durant la pÃ©riode de conversion. Les fonds europÃ©ens perÃ§us dans le cadre du programme national de dÃ©veloppement rural, eux, sont disponibles seulement depuis le 1er janvier 2009. Â«*Je nâ??ai reÃ§u quâ??une seule subvention et Ã§a fait huit ans que je cultive bio*Â», confirme avec amertume Aurel Petrus. Au ministÃ©re de lâ??Agriculture, on explique ce retard trÃ©s simplement: Â«*Nous avons donnÃ© la prioritÃ© au rÃ©amÃ©nagement des pÃ¢turages dÃ©favorisÃ©s, qui reprÃ©sentent 2 millions dâ??hectares, aux politiques dâ??augmentation de la biodiversitÃ© et au dÃ©veloppement de lâ??engrais vert*Â». Mais lâ??agriculture biologique reste tout

de même une priorité pour les pouvoirs publics. Et les objectifs sont concrets: *«D'un point de vue qualitatif, nous voulons placer la culture bio au centre de l'agriculture roumaine, comme moteur du développement durable. D'un point de vue quantitatif, nous aimerions qu'en 2013, la surface cultivable destinée à l'agriculture biologique représente 7% du total de la surface arable du pays»*.

Le spectre des OGM

La Roumanie n'a pas toujours encouragé le développement d'une agriculture *«propre»*. En 2006, un an avant son adhésion à l'Union européenne, elle était le pays d'Europe qui concentrait le plus d'OGM. Mais le soja transgénique majoritairement cultivé dans le pays a été interdit par l'UE et, depuis le 1er janvier 2007, l'ensemble de ces cultures a été détruit. Pourtant, comme pour l'agriculture biologique, la Roumanie possède un potentiel énorme pour les producteurs de semences génétiquement modifiées. *«Aujourd'hui, le lobbying des sociétés productrices d'OGM est plus fort que jamais, car la Roumanie reste une sorte de cheval de Troie pour entrer en Europe»*, estime Gabriel Paun, ancien militant à Greenpeace et aujourd'hui journaliste au magazine roumain *Green Report*. Lui-même a été menacé de mort l'année dernière, au cours d'un débat télévisé auquel il participait, par le président de la Ligue des associations de producteurs agricoles de Roumanie, aujourd'hui chef de cabinet au ministère de l'Agriculture. *«En 2008, le ministère a refusé de communiquer la liste des parcelles sur lesquelles on cultive des OGM, alors qu'il est normalement obligé de le faire»*, continue-t-il. *«Et, dans la presse, de plus en plus d'articles relativisent l'effet nocif des OGM»*. L'exécuteur avait pourtant montré sa bonne volonté en initiant, en début d'année, les procédures pour interdire le seul type d'OGM autorisé pour le moment dans l'UE: le maïs MON 810. La Roumanie aurait ainsi rejoint des pays comme la France, la Hongrie ou la Pologne dans ce choix. Retardées, ces démarches n'ont cependant toujours pas abouti.

* Jonas MERCIER est journaliste indépendant.

date créée

15/01/2009

Champs de mots

Auteur-article : Jonas Mercier*